



Convention d'Unité de Formation par Apprentissage

Vu le code du Travail et de la Loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, et en particulier le chapitre III

Vu l'article L 6211-1 et suivants du Code du Travail ;

Vu les dispositions des articles L6233-1 du Code du travail précisant qu'un CFA peut conclure avec un établissement d'enseignement public une convention aux termes de laquelle les enseignements dispensés par le centre de formation d'apprentis peuvent être dispensés dans un établissement d'enseignement au sein d'une unité de formation par apprentissage. Cette unité est créée dans le cadre d'une convention entre cet établissement et le centre de formation d'apprentis.

L'établissement d'enseignement a la responsabilité pédagogique des formations dispensées par son unité de formation par apprentissage.

Elle est conclue entre :

L'UNIVERSITE DE STRASBOURG, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé 4 RUE BLAISE PASCAL 67000 STRASBOURG, représentée par Madame Frédérique Berrod, Présidente, pour le compte de la **Faculté de Droit Sciences politiques et Gestion**, représentée par Madame Jeanne Marie TUFFERY ANDRIEU, Doyen,
ci-après dénommée « UFA ».

Et

MIS'APPRENTISSAGE, Centre de Formation d'Apprentis,
Domicilié au 15 rue Rieux 92517 Boulogne-Billancourt Cedex
Numéro SIRET : 452 128 010 00041
Numéro UAI : 0922870V
Enregistré sous le numéro de déclaration d'activité 119 223 02592 auprès de la préfecture de région Ile-de-France.
Représenté par, Monsieur Eric REBIFFE, Président,
ci-après dénommé « CFA »,

ci-après désignés collectivement par « les contractants »,

Préambule

Les contractants rappellent, d'une part, leur communauté de vue dans la mise en place et la pratique de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur, et d'autre part, leur volonté de mettre en place une coopération active entre le Centre de formation d'Apprentis Mis'Apprentissage et l'Université de Strasbourg pour le compte de la Faculté de Droit, de sciences politiques et de gestion.

Article 1 : Objet de la convention

Dans le respect de leurs attributions et compétences respectives, et conformément aux différents textes mentionnés précédemment, les contractants décident de coopérer dans le domaine de la formation professionnelle diplômante par la mise en place d'un dispositif de formation par la voie de l'apprentissage visant à la délivrance du ou des diplômes, ci-après dénommé « Formation », dont la liste est jointe en annexe 1.

L'organisation des formations se fait dans le double cadre de l'accréditation délivrée à l'UFA par le Ministère en charge de l'Enseignement Supérieur et le respect légal et réglementaire du CFA pour les formations par la voie de l'apprentissage.

L'objet de cette convention est de définir les responsabilités réciproques des contractants dans l'organisation de ces formations ainsi que les modalités de fonctionnement et de financement de ces formations.

Article 2 : Responsabilité des contractants

Responsabilité pédagogique

Le CFA délègue la responsabilité pédagogique des formations à l'UFA qui est garant de la pérennité du diplôme et de la mise en œuvre de la formation : enseignement, activités pédagogiques complémentaires, mobilité, évaluation et remise des diplômes.

Responsabilité administrative

Le CFA est co-responsable de l'ensemble des aspects administratifs et financiers de la formation avec l'UFA.

Sur invitation du directeur du CFA, le chef d'établissement de l'UFA ou son représentant participe au conseil de perfectionnement du CFA.

L'UFA s'engage à réaliser un suivi d'assiduité des apprentis pour les enseignements dispensés, et à communiquer cette assiduité au CFA : il est du ressort de l'UFA de collecter et de conserver les justificatifs d'absence le cas échéant. Les éventuelles absences des apprentis seront enregistrées par le responsable pédagogique, ou toute autre personne de l'établissement responsable de ce suivi, sur l'outil de suivi LEA (Livret Electronique d'Apprentissage).

L'UFA assure les modalités de contrôle des connaissances : contrôles, organisation de soutenances le cas échéant. Les résultats aux examens sont transmis au CFA, sans délai et au plus tard au 30 septembre de la fin d'année universitaire.

Article 3 : Les apprentis

La formation s'adresse à des étudiantes et étudiants remplissant les conditions nécessaires pour signer un contrat d'apprentissage telles que précisées, notamment, par les dispositions du code du travail.

Les apprentis doivent satisfaire aux conditions pédagogiques d'admission à la formation définies par l'UFA et doivent signer un contrat d'apprentissage pour une mission en lien avec l'objet de la formation. Ils sont inscrits administrativement à l'UFA.

Article 4 : Les formateurs et les ressources pédagogiques

Les enseignements sont dispensés par des enseignants de la faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion et ceux de la Faculté de Pharmacie ainsi que des professionnels. Tous les enseignants participant aux enseignements sont habilités pour ce faire selon les procédures de l'UFA et par ses instances compétentes.

L'UFA s'engage à mettre à disposition les moyens humains et techniques adaptés et un environnement approprié (conditions, locaux, équipements, matériel...)

L'UFA dispose de ressources pédagogiques actualisées et disponibles. Elle met en œuvre les moyens permettant aux apprenants de se les approprier.

Article 5 : La formation de l'apprenti

La formation académique, dont la durée annuelle conventionnée est précisée en annexe, s'appuie sur les programmes pour lesquels l'UFA a été accréditée par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. La convention de partenariat sera soumise à l'avis de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) de l'Université de Strasbourg, conformément aux procédures internes en vigueur.

L'UFA organise avec le CFA les conditions de dispense des enseignements et du tutorat des apprentis.

L'apprenti est co-encadré par un maître d'apprentissage désigné par l'entreprise d'accueil et par un tuteur académique désigné par l'UFA. Le maître d'apprentissage et le tuteur académique accompagnent conjointement l'apprenti dans la perspective d'une réussite académique et professionnelle.

L'UFA met en œuvre les outils de suivi de l'apprenti qui sont mis à disposition des formations par le CFA. La procédure de suivi comporte, notamment, la signature d'un engagement tripartite de formation, au moins une visite annuelle du tuteur académique en entreprise et l'utilisation régulière d'un carnet de liaison et l'utilisation régulière d'un livret d'apprentissage en ligne.

Article 6 : Évaluation de l'apprenti et diplôme

L'UFA s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires au suivi de l'assiduité des apprentis au sein de la formation, à l'évaluation des apprentis pour les enseignements dispensés, à collecter auprès des maîtres d'apprentissage et à intégrer dans l'évaluation la progression de l'apprenti en entreprise et à organiser les épreuves et les jurys conduisant à la délivrance du diplôme conformément au calendrier de l'alternance.

L'UFA s'engage à transmettre régulièrement au CFA les informations relatives à l'évaluation de l'apprenti ainsi que celles relatives au suivi de l'assiduité des apprentis au sein de la formation.

Les modalités de contrôle des connaissances et compétences sont définies par l'UFA.

L'UFA s'engage à communiquer au CFA les résultats d'obtention du diplôme de chaque apprenti ayant suivi la formation en apprentissage.

Article 7 : Organisation des enseignements

Les enseignements sont dispensés dans les locaux de l'UFA, de leurs établissements et partenaires. Le calendrier et l'organisation de l'alternance entre les périodes d'enseignement et les périodes en situation professionnelle sont précisés dans le projet pédagogique communiqué chaque année, en annexe des présentes.

Cette formation est née d'un projet partenarial pédagogique commun établi entre la Faculté de pharmacie et de la Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion. L'équipe pédagogique pluridisciplinaire dispense des cours magistraux ainsi que des activités communes sur les deux sites (Faculté de pharmacie et Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion) ainsi que d'autres sites selon la nécessité des activités.

Les modalités d'enseignement pourront faire l'objet d'aménagements ultérieurs, décidés de façon concertée, entre le CFA et l'UFA. Ils seront communiqués éventuellement à la mission de contrôle pédagogique des formations par apprentissage.

Article 8 : Coordination

Les contractants s'engagent à mettre en place toutes les actions et dispositifs de coordination nécessaires pour le bon fonctionnement des formations dans le cadre de l'apprentissage.

L'UFA s'engage à communiquer au Directeur du CFA les informations administratives ou pédagogiques nécessaires au suivi administratif des apprentis et de leur contrat d'apprentissage.

Le CFA s'engage à communiquer aux responsables de la formation et/ou au directeur de la composante les documents utiles à l'administration pédagogique de la formation.

Article 9 : Comité de Liaison

Le comité de liaison entre l'établissement d'accueil et le CFA est composé des responsables de la formation de l'UFA en charge du parcours ou leurs représentants ainsi que du directeur du CFA ou son représentant.

Ce comité de liaison statue chaque année sur l'accueil d'une nouvelle promotion d'apprentis à la rentrée suivante et sur le renouvellement de la présente convention et de ses conditions.

Article 10 : Règlement intérieur et responsabilité civile

Les apprentis sont soumis au règlement des études de l'UFA. Par ailleurs, ils doivent se conformer, durant leur présence dans les locaux de l'UFA, au règlement intérieur de celui-ci ainsi qu'aux règlements des éventuels autres établissements partenaires dans la formation.

Le CFA demeure civilement responsable des apprentis, au sens de l'article 1384 du code civil. Il souscrira une assurance le garantissant en matière de responsabilité civile pour les dommages subis ou causés par l'apprenti dans les locaux de l'UFA et ceux des établissements partenaires.

Article 11 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les contractants s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Article 12 : Qualité

Le CFA est responsable de la mise en place de la certification Qualiopi.

L'UFA s'engage à respecter l'ensemble des critères qualité prévu au référentiel qualité opposables dans le cadre de la certification des organismes de formation, et plus particulièrement les critères concernant les formations en apprentissage.

Article 13 : Communication

Les opérations de communication réalisées par les parties, relatives aux formations, font l'objet d'une concertation préalable.

Article 14 : Dispositions financières

L'article L6231-4- du code du travail dispose que « Tout centre de formation d'apprentis a l'obligation de mettre en place une comptabilité analytique. Les règles de mise en œuvre de cette comptabilité analytique ainsi que le seuil à partir duquel cette obligation s'applique sont fixés par arrêté du ministre chargé de la formation professionnelle ». L'objectif de cette comptabilité analytique telle que définie par l'arrêté 21 juillet 2020 en application de l'article 24 de la loi du 5 septembre 2018 est d'« identifier l'ensemble des charges et des produits aux fins de connaissance des coûts relatifs à la mise en œuvre d'actions de formation par apprentissage au sein des CFA ».

Dans ce cadre, l'UFA doit transmettre au CFA ses coûts complets de formation.

Le CFA est chargé de transmettre le formulaire à France Compétences dans le respect des données transmises par l'établissement.

Le CFA reverse à l'UFA le montant de la participation à la formation - droits d'inscription universitaires compris - selon les modalités précisées en annexe.

Les conditions financières sont définies pour la durée de la présente Convention, et feront l'objet d'un avenant en cas de modification.

Article 15 : Durée de la convention

La présente convention est **conclue pour l'année universitaire 2025-2026**, et prend effet à la date de sa signature.

L'actualisation si nécessaire de la convention donne lieu à des avenants destinés à mettre à jour la liste des formations ainsi que les dispositions pédagogiques pour l'année universitaire concernée.

Chaque avenant doit être signé par les parties si possible trois mois avant le début des enseignements de l'année universitaire. Cet avenant détermine la poursuite ou l'arrêt de la formation ainsi que les engagements financiers du CFA.

Article 16 : Cas de résiliation anticipée

16.1 – Résiliation pour manquement aux obligations de la convention

En cas de manquement par l'une des Parties à l'une quelconque de ses obligations contractuelles, la Partie non défaillante pourra la mettre en demeure d'y remédier par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai de 45 jours, à compter de la première présentation de ladite mise en demeure.

Si à l'issue de ce délai, la Partie défaillante n'a pas mis en œuvre tous les moyens nécessaires pour remédier au manquement, objet de la mise en demeure, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par lettre recommandée avec accusé de réception. Afin de ne pas perturber le bon déroulement des enseignements, la résiliation prendra toutefois effet à la rentrée suivant la réception de cette lettre recommandée.

16.2 – Résiliation pour motifs d'intérêt général

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des Parties pour motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve de respecter un préavis de trois mois, à compter de la première présentation. En l'absence de tout motif d'intérêt général, la résiliation unilatérale constituera une faute et engagera la responsabilité contractuelle de la Partie ayant initié sans motif la résiliation.

La fin de l'accréditation de la formation est un cas de force majeure.

16.3 – Résiliation pour cas de force majeure

La présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas de force majeure s'imposant à l'une des Parties ou à chacune des Parties. La résiliation devra s'effectuer par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception et deviendra effective au terme d'un délai d'un mois à compter de la présentation de ladite lettre recommandée.

Article 17 : Litiges

La présente convention est régie par le droit français. Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations relatives à l'interprétation ou l'exécution des clauses de la présente convention. La procédure amiable est mise en

œuvre pour tout différend entre les parties concernant la forme ou l'exécution de la convention, une réunion entre les représentants mandataires des deux parties est organisée afin de déterminer une solution amiable.

Dans le cas où la rencontre n'aurait pas lieu à cause du refus de l'une des parties, ou n'arriverait pas à résoudre le différend dans les 30 jours à partir du moment où l'une des parties informe l'autre de sa volonté d'une rencontre, les contentieux liés à l'exécution de cette convention pourront être portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg. La convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Boulogne, le

Le cas échéant, toute signature via un système électronique sécurisé sera considérée comme signature originale.

**Pour l'Université,
Madame Frédérique Berrod,**

**Pour le CFA
Monsieur Eric REBIFFE,**

Présidente

Président

**Pour la Faculté de droit, de sciences politiques
Et de gestion,
Madame Jeanne-Marie Tuffery-Andrieu,
Doyen**

Annexes :

- *Annexe 1 : Liste des formations relatives à la convention*
- *Annexe 2 : Dispositions financières*
- *Annexe 3 : Missions du CFA et actions de suivi mises en place par l'UFA*
- *Annexe 4 : Programme des formations*

Annexe 1 : Liste des formations relatives à la convention

Diplôme	Mention et parcours	Nb d'années de formation	Nb d'heures de formation	Responsables pédagogiques	Lieu de formation
MASTER 2 ^{ème} année	DROIT Parcours Droit et Gouvernance des Données de Santé	1	420	Catherine LEDIG	Faculté de Droit, de Sciences Politiques et de Gestion

Article I

Le montant de la participation à la formation reversé par le CFA à l'UFA pour la durée de la Convention, correspond à **80 %** des montants de référence annuels (Niveaux de Prise en Charge/NPEC) publiés par France Compétences à la date de conclusion indiquée sur le cerfa d'apprentissage, et validés par l'organisme financeur lors du dépôt du contrat pour validation et enregistrement.

Ce montant participe aux charges auxquelles l'UFA devra faire face pour assurer la formation, dont les frais d'inscription des apprentis à l'UFA.

Le CFA fournira à l'UFA un premier tableau récapitulatif pour budget prévisionnel listant les apprentis, la branche professionnelle des entreprises signataires des contrats, et les Niveaux de Prise en Charge rattachés. Ce tableau servira de base pour la facturation par l'UFA des 2 premières échéances.

Un tableau définitif pour solde sera transmis à la fin de la formation.

Toute rupture avant la fin du contrat impliquant de la part du financeur (OPCO) une proratisation du coût pédagogique pris en charge, le solde à facturer par l'UFA au CFA prendra en compte ces éléments.

Diplôme	RNCP	Mention et parcours	Financement
1351281N	38158	M2 DROIT Parcours Droit et Gouvernance des Données de Santé	80 % des NPEC validés par les financeurs

Article II

L'UFA s'engage à fournir au CFA **une facture par parcours de formation, et ce pour chacune des échéances.**

Toute facture devra être envoyée **impérativement par mail à m.faure@ifis.fr et partenaires@leem-apprentissage.org.**

Le paiement par le CFA s'entend au prorata temporis pour les contrats qui seraient rompus en cours d'année, conformément aux règles de financement de France Compétences.

Le règlement sera effectué à réception des factures émises par l'UFA, suivant l'échéancier prévisionnel ci-dessous :

- 50 % en janvier de l'année N+1 soit janvier 2026 pour l'année universitaire 2025/26
- 30 % en avril de l'année N+1
- Le solde en septembre de l'année n+1 accompagné des éléments de comptabilité analytique (clés de répartition des montants engagés sur la base des coûts complets), selon le modèle ci-dessous ou selon les éléments réclamés par France Compétences.

Le CFA se réserve le droit de modifier cet échéancier ainsi que la liste des éléments à fournir par l'UFA en cas de modification réglementaire.

INTITULE FORMATION		
Année concernée	Nombre d'apprentis	
CHARGES		PRODUITS
Pédagogie =		Facturation à MIS'APPRENTISSAGE =
Accompagnement =		
Frais annexes à la formation (décret n° 2018-1345 du 28/12/2018)		
* Restauration et hébergement =		
* Premier équipement pédagogique =		
Autres frais annexes = (ne rentrant pas dans le décret n° 2018-1345 du 28/12/2018)		
Structure et fonctions supports =		
Communication et frais de réseau =		
Dotations aux amortissements =		
Charges non incorporables = (Charges financières ou exceptionnelles)		
	-	-

Le règlement financier sera effectué auprès de L'Agent Comptable **dont les coordonnées bancaires sont précisées ci-dessous :**

Trésor Public				RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE	
				PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ	
Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements des quittances, etc...)					
Identifiant national de compte bancaire - RIB					
Code banque	Code guichet	N° compte	Clé	Domiciliation	
10071	67000	00001006200	18	TPSTRASBOURG	
IBAN (International Bank Account Number)					
FR76	1007	1670	0000	0010	0620 018
Titulaire du compte				BIC (Bank Identifier Code)	
UNIVERSITE DE STRASBOURG				TRPUFRP1	
AGENCE COMPTABLE					
4 RUE BLAISE PASCAL CS 90032					
67081 STRASBOURG CEDEX - FRANCE					

**Annexe 3 : Missions du CFA
et actions de suivi mises en place par l'UFA**

Les missions du CFA :

■ **Missions générales :**

- Participer activement à la promotion des formations auprès des jeunes
- Participer au recrutement des futurs apprentis
- Assurer leur suivi tout au long de leur contrat d'apprentissage
- Prospecter les entreprises pour la promotion de l'apprentissage
- Conseiller les entreprises dans le montage des contrats
- Assurer la liaison entre les établissements d'enseignement, l'apprenti et le CFA
- Apporter aux établissements d'enseignement tous les moyens humains et pédagogiques nécessaires au développement des sections d'apprentis et au maintien d'un niveau élevé de qualité
- Représenter le CFA dans toutes les manifestations

■ **Recrutement et suivi des apprentis :**

- Participation aux entretiens individuels et délibération avec le jury
- Envoie de mails de décision (positif ou négatif) aux pré admis
- Accompagnement des apprentis : participation aux Ateliers de recherche d'entreprises
- Envoie des annonces de nos entreprises partenaires aux apprentis pré admis
- Accompagnement des entreprises dans l'élaboration du contrat et de la convention de partenariat
- Organisation de modules E Learning
- Participation facultative des visites d'entreprise
- Participation aux soutenances

■ **Mission annexe :**

- Suivi des apprentis non UE
- Suivi des apprentis en situation handicap : interface entre l'établissement d'enseignement, HandiEM et l'entreprise

■ **Communication :**

- Création et déploiement de plaquettes de formation
- Création et mise à jour du site internet
- Participation aux forums emplois de l'industrie dans les facultés de pharmacie
- Intervention de conférence sur les métiers de l'industrie et ses formations en apprentissage
- Participation facultative à des JPO
- Création et gestion de profil dans les réseaux sociaux : FB et In

■ **Insertion :**

- Enquête qualité (promo sortante)
- Enquête d'insertion à 12 mois, à 24 mois
- Participation aux Forums 1er Emploi, salon post bac, Forum de l'alternance organisé par le LEEM

■ **Réunions:**

- Conseil de perfectionnement
- Comité de liaison
- Entretien de suivi avec les responsables pédagogiques
- Réunion de rentrée

Suivi mis en place par l'UFA

■ **Recrutement des apprentis :**

- Pré-sélection sur étude de dossier
- Organisation et réalisation d'entretien de sélection

■ **Placement des apprentis :**

- A chaque nouvelle offre de contrat d'apprentissage l'UFA s'assure que les missions proposées dans l'offre de contrat d'apprentissage sont cohérentes avec la finalité et l'objectif de la formation

■ **Suivi administratif du contrat d'apprentissage :**

- Inscriptions administratives et pédagogiques des apprentis
- A chaque journée de cours, l'UFA contrôle la présence effective des apprentis en cours (feuilles d'émargement)
- Uniquement dans le cas d'absences, reporting des volumes horaires réels d'absences et de leurs types (justifié par un arrêt de travail ou non justifié) auprès du CFA

■ **Lancement de la formation**

- Elaboration du calendrier de l'alternance auprès du CFA, trois mois avant le début de la formation
- Reporting auprès du CFA des tuteurs pédagogiques attribués à chaque apprenti, et des formateurs avec les matières enseignées et leur statut

■ **Suivi de l'apprenti :**

- Réaliser, dans les 2 mois suivant la conclusion du contrat d'apprentissage, un entretien auquel participent l'apprenti, le maître d'apprentissage et le tuteur pédagogique, faire un reporting de ces entretiens auprès du CFA
- Uniquement en cas de risque de problème détecté, informer le CFA
- Réaliser deux visites de suivi en entreprise durant l'année (en dehors de l'entretien de début d'année) en présence du maître d'apprentissage et de l'apprenti et faire un reporting de ces visites auprès du CFA
- Uniquement en cas de problème majeur constaté, informer le CFA
- S'assurer qu'au moins 2 évaluations des compétences professionnelles de l'apprenti ont été réalisées par le Maître d'apprentissage durant l'année de formation
- Uniquement en cas de problème signalé dans l'évaluation de l'apprenti, informer le CFA
- Organiser les soutenances de fin de formation, les jurys d'attribution des diplômes, et convier le CFA à y participer
- Reporting du résultat d'obtention du diplôme auprès du CFA
